Solidaires Unitaires Démocratiques Intérieur
Membre de Sud Collectivités Territoriales
Membre de l'Union Syndicale Solidaires

80-82, rue de Montreuil
75011 Paris
sud.inter@laposte.net
tel : 06.76.08.78.04

« Protocoles d'accord » Police : passage en force !

Depuis le 14 octobre, Le Ministère de l'Intérieur et le syndicat Alliance Police Nationale ont signé un accord relatif au pouvoir d'achat des policiers. Cet accord a été également soumis à l'UNSA Police et au SGP-FO. Ces derniers ont refusé de signer un texte largement insuffisant et dont la méthode et le fond contreviennent aux règles du dialogue social et à la réalité salariale des fonctionnaires de police.

Une fois de plus, le Ministère passe en force au mépris de tout principe démocratique en ne respectant par les accords sur le dialogue social signés en juin 2008 par six syndicats dont l'Union syndicale Solidaires et le gouvernement et auxquels doit être donné force de loi prochainement (accords de Bercy). Comment continuer à faire confiance à un gouvernement qui fait le contraire de ce qu'il dit et signe ? Comment faire comprendre aux citoyens le respect de la Loi quand le Ministère de l'Intérieur lui-même la méprise ? Les accords de Bercy prévoit que « jusqu'en 2013, un accord sera valide s'il est signé par deux syndicats représentant 20 % des voix et en l'absence d'une opposition de majorité (syndicats représentant plus de 50 % des voix) ». Or, seul Alliance a signé et deux syndicats réunissant plus de 50% des voix ont rejeté l'accord. Alors, Madame la Ministre, que faites vous des principes de ces accords de Bercy qui doivent être transposés prochainement dans une loi et dont vous êtes censée être l'une des gardiennes du respect ?

Contredisant la future loi et illégitimes, ces accords sont de la poudre aux yeux une nouvelle fois balancée avec dédain aux policiers. Sous prétexte de gagner 2 points d'ISSP, les policiers ont en réalité beaucoup perdu. A commencer par leur pouvoir d'achat. Les fonctionnaires, tout ministère confondu, ont enregistré une perte de salaire de 6,8% entre 2003 et 2007. Et ce n'est pas les retombées catastrophiques de la crise financière capitaliste qui laisseront espérer des lendemains meilleurs. Les mesures signées par le Ministère et Alliance n'auront aucun réel impact sur l'augmentation des salaires. Et ce n'est pas la mise en place de primes de fidélisation pour les nouveaux GPX dès 2011 qui arrangeront les affaires des policiers, si ce n'est créer des discriminations salariales à l'instar des primes aux mérite.

Les policiers ont besoin d'une réelle revalorisation salariale. Arrêtons les primes pièges qui éloignent les combats syndicaux de la bataille des salaires. Nous ne voulons plus de primes fourre-tout et discriminantes, nous voulons des salaires décents prenant en compte la péniblité de notre fonction et les réalités économiques actuelles, pris en compte totalement dans le calcul des retraites.

Parallèlement, le temps de travail des policiers va profondément changer de manière négative: fin de l'heure sécable, remise en cause des 35 heures, modification du calcul des heures supplémentaires... Dans le même temps, on annonce la réduction des effectifs de police et on demande aux policiers de plus en plus de rendement. Comment conjuguer cela sans accroître le temps de travail des policiers ? Et sans revenir de plus en plus sur le calcul des repos compensateurs, heures supplémentaires et RTT.

Tout ceci avait été annoncé par un rapport de l'Inspection des Finances en novembre 2007 dans le cadre de la préparation de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP). Ce dernier proposait la suppression de 8000 à 10000 postes (chiffres proposés par l'administration), remettait en cause RTT, heures supplémentaires et repos compensateurs (ce que fait l'administration). Ce que les grands syndicats ont appelé « négocations » n'étaient en fait que la signature d'une politique gouvernementale décidée bien avant les négociations. Au final, l'administration a obtenu ce qu'elle voulait et ne compte pas arrêter là. Le débat sur la nouvelle réforme des retraites en est la preuve. La régression des acquis sociaux n'a pas de limite.

SUD INTERIEUR exige une réelle revalorisation indiciaire pour les policiers à la place de la multiplication des primes et souhaite que toutes les primes actuelles soient prises en compte dans le calcul des pensions de retraite.

SUD INTERIEUR exige la conservation de l'heure sécable et refuse toute modification négative des calculs des repos compensateurs, des heures supplémentaires et des RTT.

SUD INTERIEUR appelle à l'ouverture de réelles négociations sur les salaires, le temps de travail et la fonction policière, ouverte à toutes les structures syndicales de la police nationale, dans un cadre démocratique et coopératif.

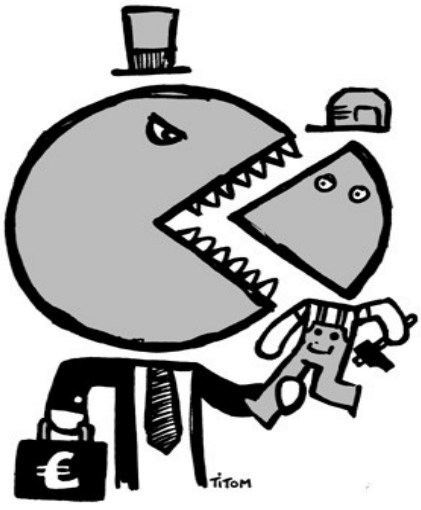
SUD INTERIEUR appelle tous les policiers à exprimer leur mécontentement et à lutter pour leurs revendications par tout moyen légal qu'ils jugeront utile.

INFOS CRISE... INFOS CRISE... INFOS CRISE... INFOS CRISE... INFOS CRISE... INFOS

Le président de la République convoquait le 18 février 2009 les syndicats dits représentatifs pour un sommet social afin de trouver pour les français des solutions face à la crise. Mais comme il fallait s'y attendre, ce sommet accoucha d'une souris et les syndicats Solidaires, Unsa et FSU n'y étaient même pas invités alors qu'ils sont pourtant signataires de la plate-forme revendicative commune. Loin de trouver de véritables solutions, le gouvernement a jeté quelques miettes en espérant ainsi faire passer la pilule d'une crise causée par les riches et payée par le reste de la population mondiale.

Au final, le paquet fiscal n'est pas remis en cause (14 milliards d'euros de cadeau aux plus riches). Le projet de suppression partielle de la taxe professionnelle sera un nouveau cadeau obtenu par le patronat et qui coûtera 8 milliards d'euros. Les banques ont reçu 360 milliards d'euros d'aide mais ne modifient en rien leurs activités prédatrices et néfastes et des scandales financiers de grande ampleur sont de plus en plus mis à jour. Le plan automobile français prévoit 7,6 milliards d'euros dont 6 pour les constructeurs français sans contrepartie sur les licenciements et les délocalisations. Et la crise n'a pas empêché les actionnaires de recevoir 54 milliards d'euros des entreprises du CAC 40. Et quand Sarkozy lui-même a émis l'idée d'un partage des bénéfices (1 tiers actionnaires, 1 tiers investissements, 1 tiers salariés), Laurence Parisot et le Medef ont dit « Niet » !! Tout comme Christine Lagarde, notre ministre de l'économie, qui le 13 février sur RTL indiquait ne pas vouloir faire appliquer la règle à TOTAL, malgré son bénéfice record de 13,9 milliards d'euros en 2008. Conséquence, 38% de dividendes pour les actionnaires et 2% pour les salariés. Cela veut tout dire. Aux riches les richesses, aux autres la facture !

Coté « autres », les miettes. Le non paiement de deux tiers provisionnels pour les contribuables imposables sur la première tranche leur fera bénéficier de l'équivalent d'une prime exceptionnelle de 200 euros soit un total 800 millions d'euros contre 7,6 milliards pour l'automobile, 360 milliards pour les banques, 8 milliards pour la taxe professionnelle, etc. 17 millions de foyers fiscaux sont d'ailleurs mis de côté. Il faut bien payer la crise...



Le chômage partiel sera indemnisé à hauteur de 75% du salaire brut : insuffisant. De plus, la grande majorité des salariés continueront de perdre entre 200 et 300 euros par mois pour les salaires du SMIC ou approchant. Au total, en plus de divers autres mesurettes, les salariés récoltent l'énorme gain de... 2,6 milliards d'euros soit sept fois moins que le seul paquet fiscal et sans aucune comparaison avec les 360 milliards d'aide aux banques.

Enfin, le gouvernement continue de privilégier les heures supplémentaires à l'emploi, malgré la hausse continue du chômage. Le « travailler plus pour gagner plus » a la vie dure alors que l'escroquerie ne prend pas. Les problèmes liés aux heures supplémentaires et aux réductions d'effectifs au sein de la police n'en prennent que plus d'importance. Tout est lié !

Policier, chômeur, enseignant, ouvrier, étudiant, retraité... la crise nous touche tous. Ne payons pas pour les responsables, faisons-les payer !